

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

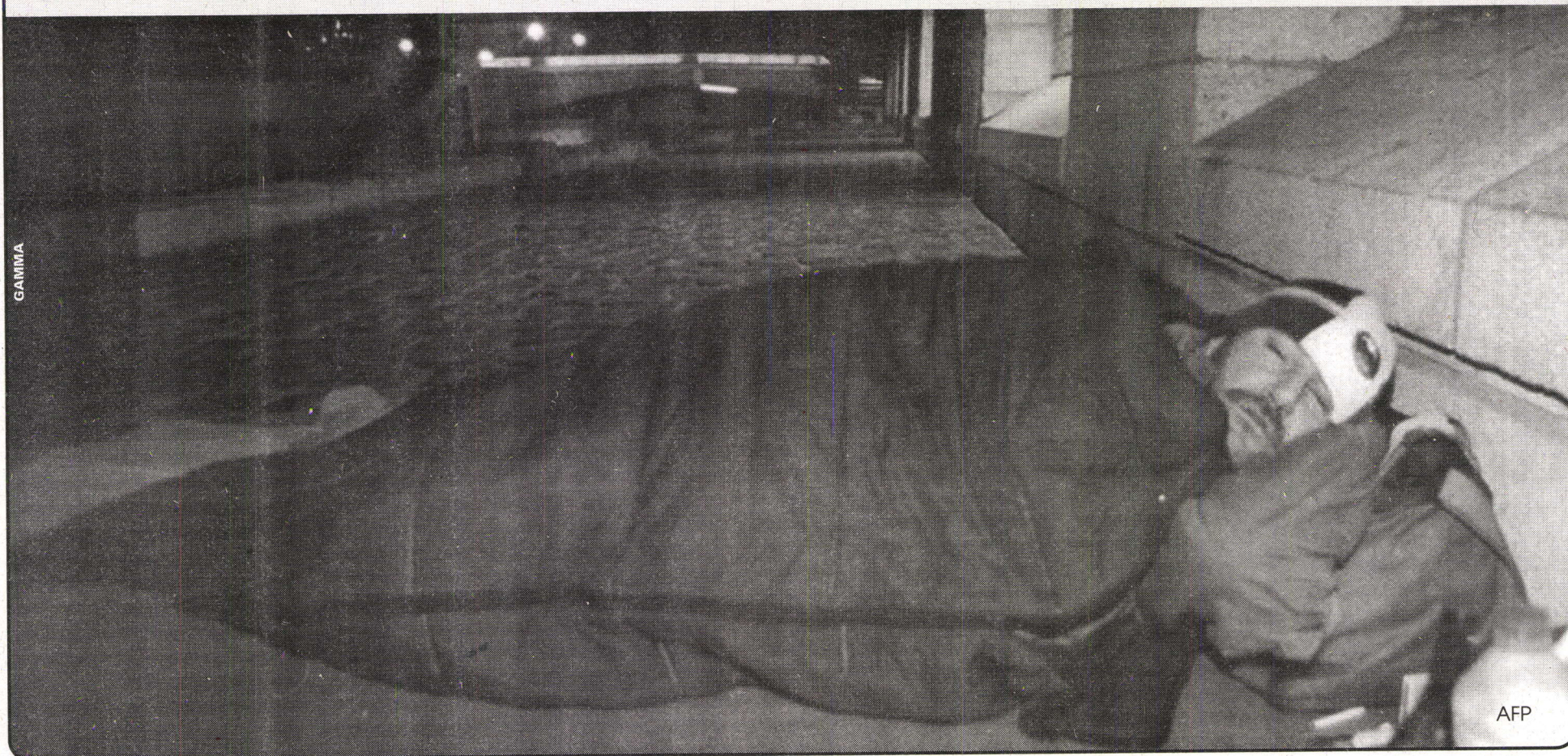
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1487 - 3 janvier 1997 - prix : 9 F

La Bourse en fête... Les SDF meurent de froid



**Cinq ans après la disparition de l'URSS :
La Russie s'enfonce dans le chaos,
la crise et la misère**

p.5

M 6189 - 1486 - 9,00 F



Leur société

- 4 - Les bourses en fête grâce à l'appauvrissement général
- Fusions et rachats d'entreprises

- 8 - Prestations, cotisations, CSG, les jeux de chiffres du gouvernement

- 12 - Superphénix, super gâchis
- L'interdiction de l'amiante officialisée

Tribune

- 4 - Le 29^e congrès du PCF : le piège a fonctionné

Dans le monde

- 5 - Russie :
 - Lebed, l'ex-général, toujours prêt à servir
 - Débauche des finances publiques
 - La crise de l'État est-elle soluble dans la vodka ?

- 6 - Corée du Sud : les travailleurs en lutte

- Serbie : l'impérialisme préoccupé de stabilité

- 7 - Irak : histoires de gros sous
- Palestine : quel accord à propos d'Hébron ?
- Argentine : des militants troskystes acquittés

Dans les entreprises

- 8 - Manœuvres financières autour des anciennes usines Chausson à Creil
- Les postiers savent faire le tri

- 9 - Renault-Douai (Nord) : Forges de Clabecq (Belgique) : 1500 travailleurs refusent la fermeture de leur entreprise.

- 10 - La restructuration hospitalière aux Hospices civils de Lyon

Lire

- 11 - La guerre des Balkans de John Reed

Voir

- 15 - Un été à la Goulette de Ferid Boughedir

« Remettez-nous ça, les patrons »

DES STAGES EN ENTREPRISE POUR LES ÉTUDIANTS

Deux ans après l'échec du projet gouvernemental d'instaurer un CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle) baptisé très vite « SMIC Jeune » par les jeunes eux-mêmes, le gouvernement et le CNPF remettent sur le chantier un projet de stages en entreprise.

Échaudés par la vague de protestation qui avait fait descendre les jeunes dans la rue en 1994, les hommes politiques mitonnent leur nouveau projet avec beaucoup de prudence.

D'abord, ce stage ne serait pas comme le CIP situé en fin de parcours pour les diplômés-chômeurs, il se situerait à un moment encore à préciser (avant le Bac ou deux ans après le Bac), il serait sanctionné par un diplôme (soit des points pour le Bac, soit une unité de valeur pour les étu-

dants). Bref, il compterait dans la formation scolaire.

Sa longueur ? Là encore, prudence : peut-être trois mois, le CNPF préférerait neuf mois. Son but avoué : familiariser les élèves et étudiants au monde de l'entreprise et permettre à l'entreprise de se familiariser avec les jeunes ! Autrement dit, permettre au patronat de sélectionner, selon ses critères, les jeunes à qui il proposera éventuellement l'embauche. Son coût ? L'étudiant toucherait 1 000 ou 1 500 F par mois, durant les mois travaillés en entreprise, la discussion est encore en cours. Il garderait son statut d'étudiant, sa Sécurité sociale étudiante, etc. On ne pourrait pas lui donner plus, expliquent les représentants du patronat, car il faudrait aussi lui fournir, dans l'entreprise, un tuteur, dont le coût n'est pas encore évalué.

Pineau-Valencienne, le nouveau président de la Commission sociale du CNPF,

évoque 5 000... stages, ce qui pourrait avoir comme effet de réduire de 100 000 le nombre des 700 000 jeunes chômeurs... Par quelle magie des chiffres ?

Tout cela provoque du scepticisme chez les étudiants car « stage diplômant » ou pas, le CNPF précise bien qu'il n'y aura pas d'embauche automatique mais, peut-être, une sélection. Ces jeunes auront donc fait un stage de neuf mois en entreprise, sans certitude d'embauche et pour la très modique somme de 1 000 ou

1 500 F par mois...

Voilà donc une nouvelle solution-bidon qui - si elle était retenue - diminuerait artificiellement le nombre de jeunes chômeurs sans créer un seul emploi.

Du bluff pour les jeunes, du profit pour les patrons. Tout cela au nom de la lutte contre le chômage.

En 1994, les jeunes avaient su répondre et se faire entendre. Aujourd'hui ils ne l'ont certainement pas oublié.

Colette BERNARD

PINEAU... (cchio) VALENCIENNE RENIFLE LA LUTTE DE CLASSE QUEL NEZ !

Pineau-Valencienne, qui vient d'être choisi comme président de la Commission sociale du CNPF, a des idées.

À la question d'un journaliste qui lui demandait (*Le Monde* daté du vendredi 27 décembre) : « Estimez-vous, comme Jacques Chirac, que le patronat et les syndicats soient trop conservateurs ? », il répond en toute simplicité : « Tout à fait. La France n'est pas sortie de la lutte de classes. Depuis 1981 et l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, celle-ci s'est atténuée, mais nos syndicats y demeurent attachés. Notre pays s'accroche à ses privilèges passés. Quand je pense que les retraités descendent dans la rue alors que ce sont les jeunes qui vivent mal ! ».

Cela fait deux vérités et beaucoup d'âneries en quelques phrases. Oui, la France n'est pas sortie de la lutte de classes, ni la France, ni les autres pays

d'ailleurs.

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et des socialistes a atténué, non pas la lutte de classes, mais la capacité des travailleurs à se défendre, car ils croyaient avoir des amis au pouvoir et non des serviteurs du patronat.

Quant aux « privilèges » auxquels « notre pays » s'accroche, que Pineau-Valencienne, grand patron parmi les patrons, riche parmi les riches, commence donc par renoncer aux siens.

Pineau-Valencienne pourrait s'apercevoir que les jeunes sont bien capables - comme les retraités - de descendre dans la rue. Ils l'ont fait à maintes reprises... et le referont à l'occasion sans aucune hésitation... Pineau-Valencienne n'a rien entendu. Où était-il ? Cloîtré dans une geôle belge ?

C.B.

Ils remettent ça... on remet ça ? (manif anti-CIP en 1994 à Paris).



LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a été assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « *Lutte Ouvrière* » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : _____
 PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL et VILLE : _____
 COMPLÉMENT D'ADRESSE : _____
 Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : _____
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de : _____
 Règlement :
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

La Bourse en fête... LES SDF MEURENT DE FROID

Depuis Noël, il fait «un temps à ne pas mettre un chien dehors», comme on dit. Mais cela n'empêche pas que des milliers d'êtres humains, dans toutes les grandes villes, doivent affronter les rigueurs du froid sans disposer d'un toit à eux pour s'abriter. Dix «sans-domicile-fixe» sont déjà morts de froid à ce jour et, si la météo ne se trompe pas, ce triste palmarès va encore s'alourdir dans les jours qui viennent.

Comme toujours, en pareilles circonstances, les autorités font semblant de s'émouvoir. On a ouvert des abris pour accueillir les sans-logis. Et Xavier Emmanuelli, le sous-ministre «à l'Action humanitaire», y a été de son appel à la solidarité pour inciter le public à convaincre les SDF de profiter des locaux d'hébergement qui sont actuellement mis à leur disposition. Et de nous expliquer, au passage, qu'un certain nombre de sans-logis préfèrent malheureusement prendre le risque de passer, malgré le froid, la nuit dans la rue.

Quelle hypocrisie ! Le gouvernement ne se préoccupe des sans-abri que lorsqu'il gèle à pierre fendre, et que pour la nuit ! Comme si le froid de la rue était tout à fait supportable dans la journée, ou la nuit quand il fait deux ou trois degrés. Comme s'il était normal que dans la seule région d'Ile-de-France, pour ne prendre que cet exemple, 30 000 personnes, selon

le chiffre avancé par la presse, soient privées de toit.

Les discours officiels ne sont qu'hypocrisie, car l'existence de ces milliers de gens démunis de tout n'est pas une fatalité, mais la conséquence de la politique menée par ce gouvernement et par ceux qui l'ont précédé depuis une vingtaine d'années.

Les sans-logis ne sont pas, dans leur immense majorité, des marginaux qui ont délibérément choisi ce mode de vie. Ce sont des victimes de la politique menée par le grand patronat, avec la bénédiction de l'État, des gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, pour maintenir les profits capitalistes aux dépens des travailleurs, dont les plus chanceux ont vu leur niveau de vie reculer, pendant que d'autres se retrouvaient purement et simplement jetés sur le pavé. Parce que créer des emplois, cela n'a d'intérêt, dans la logique du capitalisme, que lorsque cela permet de dégager pour les actionnaires des bénéfices suffisants.

Oh, on ne se retrouve pas «SDF» d'un seul coup. On commence par perdre son emploi. On voit s'amoindrir ses droits aux allocations chômage. Et faute de pouvoir payer un loyer, on finit par échouer un jour, à la rue, pratiquement sans possibilité de retrouver alors une activité professionnelle.

Quel travailleur oserait jurer,

aujourd'hui, que ce genre de chose ne pourrait pas lui arriver ?

Voilà quelle est la situation, quel genre de vie on impose à des êtres humains, à l'aube du XXI^e siècle, dans l'un des pays les plus riches de la planète où la Bourse monte en même temps que la courbe du chômage.

Alors, la tâche de l'heure, ce n'est pas simplement d'indiquer aux sans-abri l'adresse de l'asile où l'on consentira à les accueillir quelques heures. C'est d'imposer aux gouvernants, aux possédants, un changement de politique tel que les besoins des hommes, de tous les hommes, ne passeront plus après les bénéfices d'une petite poignée de nantis.

La classe ouvrière peut le faire. Elle en a la force, par son nombre, parce qu'elle tient en mains toute la machine économique. Il ne lui manque que de prendre conscience de cette force, de ses moyens. Et elle doit le faire, si elle veut enrayer cette course qui mène à l'appauvrissement de tout le monde du travail.

Et puisqu'il est de tradition, en cette période de l'année, de former des vœux, souhaitons que 1997 voit les luttes sociales imposer à la bourgeoisie de prendre sur les bénéfices qu'elle accumule sur notre dos depuis des années pour assurer une vie décente à tous. Et ne nous contentons pas de le souhaiter. Préparons-nous à cette perspective !

Chômage JOUER SUR LES CHIFFRES POUR NE RIEN CHANGER

Fin d'année 1996 oblige, les journaux font des bilans. *Libération* du 31 décembre, constatant l'aggravation du chômage en France (150 000 chômeurs supplémentaires recensés en un an), a comparé l'état du chômage dans les pays développés. Et d'opposer les pays où le chômage prend toujours plus d'ampleur (telle la France où il frappe 12,7% de la popula-

tion active) à ceux, comme les Etats-Unis, où il n'est «que» de 5,4%. Ce seraient, écrit-il, «des pays qui s'en sortent».

C'est vite dit. Car, si selon ce journal certains pays sortent «du chômage à deux chiffres», cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs de ces pays, eux, s'en sortent. Ni qu'ils échappent à une baisse croissante

de leur niveau de vie.

Libération fait grand cas du fait que ces «deux pays industrialisés sur trois ont vu leur taux de chômage baisser». «Certains (Royaume-Uni, Etats-Unis), dit-il, ont choisi de privilégier l'emploi sur les revenus (et) acceptent l'existence de «travailleurs pauvres»». D'autres, «Danemark, Norvège, Pays-Bas, ont une

recette (qui) repose sur le temps partiel».

Si l'on comprend bien, pour faire baisser les chiffres du chômage il faudrait faire baisser... les salaires. Généraliser le temps partiel ou les petits boulots sous-payés a sans doute une influence sur les statistiques du chômage – en diluant ou masquant celui-ci – mais cela ne change rien au fait que la

part du revenu national dévolue à la classe ouvrière baisse. Prenez un couple où l'un est au chômage, l'autre a un emploi, mettez-les tous deux à temps partiel : cela fait un chômeur de moins mais... deux «travailleurs pauvres» de plus. Comme aurait dit Coluche, la voilà qu'elle est bonne la recette !

P.L.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Le Vingt-neuvième congrès du PCF

LE PIÈGE A FONCTIONNÉ

Robert Hue et ses amis de la direction du Parti Communiste Français peuvent donc poursuivre leur politique. Le vingt-neuvième congrès du Parti Communiste Français leur a donné le feu vert qu'ils lui demandaient pour participer à un futur gouvernement de gauche dirigé par le Parti Socialiste.

Certes on n'en est plus à des majorités de 100 % comme au bon vieux temps du stalinisme. Mais une approbation à près de 94 % est bien incontestablement une approbation massive, s'il en est. D'autant que les quelques dizaines de votes contre ou d'abstentions, sur près de douze cents délégués, ne sont pas évidentes à interpréter en l'absence de résolutions contradictoires. Ces opposants ou ces insatisfaits reprochaient-ils à Robert Hue d'aller dans cette direction ou d'y aller trop lentement ?

Pourtant ces derniers temps les témoignages d'une méfiance envers une nouvelle alliance avec le PS ou d'une hostilité à une nouvelle expérience de gouvernement de gauche n'ont pas manqué. Elles font surface chaque fois qu'un militant du PCF accepte de discuter un peu à cœur ouvert avec un militant trotskyste. On les sentait encore dans les tribunes ouvertes dans les colonnes de *L'Humanité* à l'occasion de ce congrès.

Hue lui-même en a bien conscience. Toute sa tactique, depuis des mois, consiste à les circonvenir, en jurant ses grands dieux qu'il n'était pas question de refaire l'Union de la Gauche de si triste mémoire. Mais cela n'avait pour but que d'amener l'inéluctable conclusion : en dépit des ressentiments créés par le passé et des craintes à propos de l'avenir, le PCF peut-il raisonnablement se donner d'autres perspectives que de retourner un jour au gouvernement avec le PS ?

C'est là que les militants et travailleurs communistes se sentent coincés et que du coup le vote du congrès représente sans doute quand même, malgré toutes les réticences et les troubles à la base, l'opinion de celle-ci. Quelle autre voie pour changer les choses que de passer par un gouvernement de gauche dans lequel les communistes tenteraient de peser dans le bon sens ? Et quel gouvernement de gauche pourrait-il y avoir, dans la situation électorale présente de ce pays, autre que dominé par le Parti Socialiste ? Quand les adhérents du PCF, mettant de côté leurs sentiments, se veulent réalistes, amers ou pas, ils ne peuvent que finir par acquiescer, faute de voir une autre orientation pour peser sur la réalité sociale et sur la vie politique.

Même ceux qui, depuis quelque temps, ont repris espoir dans les capacités de lutte des travailleurs. C'est d'ailleurs un des arguments, habilement retourné, de la direction du PCF pour défendre l'urgence de trouver... un « débouché politique ». Entendez, l'urgence de persuader les travailleurs qu'un gouvernement de gauche est à portée de bulletin de vote. Car c'est cela qui aurait manqué en décembre 95 ! La grève ne se serait pas étendue au privé, les cheminots ou les travailleurs du secteur

public auraient repris le travail... parce qu'ils ne voyaient pas le PS et le PCF, trop divisés, prêts à assurer le gouvernement ! La fable est stupide. Elle a cependant le mérite d'indiquer que le PCF a besoin de trouver une réponse pour ceux de ses militants qui sont sensibles à la reprise de la combativité ouvrière.

Parmi eux combien pourraient adhérer à une orientation réellement de lutte de classe ? Combien, pour changer les choses et le monde, pourraient miser sur les luttes qui se produiront à court ou à long terme, et non sur les élections et les gouvernements de gauche, avec ou sans ministres communistes ?

Nous n'en savons rien, puisque personne dans le parti ne leur propose cette orientation ouvertement et explicitement, pas plus à l'occasion de ce congrès qu'en dehors. Les opposants de droite piétinent d'impatience devant ce qu'ils estiment les lenteurs de Robert Hue à accélérer la mutation social-démocrate du parti, au point comme Philippe Herzog d'en démissionner. Ceux de gauche, nostalgiques de l'âge d'or stalinien, se réclament d'un PCF qui n'avait pourtant pas d'autre perspective que celle que propose actuellement Robert Hue, avec simplement un peu plus de poids électoral pour espérer l'imposer.

Lutte Ouvrière, l'extrême-gauche toute entière même, ne peuvent offrir au PCF et à ses militants aucun espoir raisonnable de succès électoraux. Sur ce plan le PS a des attraits à nul autre pareils. D'ailleurs ceux qui à l'extrême-gauche mettent leurs espoirs sur ce plan finissent quasi inéluctablement par succomber eux-mêmes à ces attraits et suivre, qu'ils le veuillent ou non, la voie tracée par Robert Hue.

Les communistes révolutionnaires ont en revanche à offrir une orientation à laquelle une petite part au moins des militants du PCF restent sensibles : celle de la lutte de classe. A condition évidemment de ne pas prendre prétexte de leur faiblesse pour ne pas la leur proposer, voire faire preuve de scepticisme dans les possibilités actuelles.

Plus que jamais, il nous faut chercher, dans les quartiers ou les entreprises, le contact avec les militants du PCF que la seule perspective des élections de 98 ne satisfait pas, et leur proposer de préparer ensemble les luttes futures. De défendre ensemble les objectifs d'un plan d'urgence correspondant aux besoins du monde du travail, plan d'urgence qui ne pourra être imposé que par la lutte d'ensemble des travailleurs organisés dans cette lutte et pour cette lutte.

La faiblesse des forces révolutionnaires est certes un handicap pour cette politique. Mais ne pas la tenter, c'est abandonner sans espoir ceux des travailleurs PCF qui aujourd'hui encore s'interrogent, à la logique que veut leur imposer leur direction, à la seule perspective d'un gouvernement de gauche, dont ils savent pourtant pertinemment qu'ils n'ont rien à attendre.

Jacques MORAND

Leur société

Les Bourses en fête

LES ACTIONNAIRES TIRENT PROFIT DE L'APPAUVRISSSEMENT GÉNÉRAL

À l'heure des bilans, les actionnaires peuvent avoir le sourire. À la Bourse de Paris, l'année 1996 se termine avec une progression moyenne de 24,7 % pour les valeurs françaises. Le cours des actions est également au plus haut à la Bourse de Londres, tandis qu'à New York, la hausse des valeurs atteint plus de 28 % depuis le 1^{er} janvier 1996.

En dépit de la crise, de la stagnation des investissements productifs et de la consommation, la richesse des actionnaires et des spéculateurs continue donc à progresser, et dans des proportions considérables.

Le paradoxe n'est qu'apparent. À défaut d'espérer un redressement significatif de l'économie, les gens fortunés parient, à coups de milliards, sur l'amélioration de la rentabilité des entreprises obtenue grâce à la baisse des salaires réels, à la diminution des effectifs salariés et aux multiples cadeaux que font tous les États au patronat.

Les sommes astronomiques qui sont ainsi accumulées ne correspondent, pour une gran-

de part, à la création d'aucune richesse nouvelle pour la société et engendrent encore moins la création d'emplois. Bien au contraire. En France par exemple, les chiffres officiels font état d'une progression annuelle de 150 000 à 200 000 chômeurs, pour atteindre le taux record de 12,7 % de la population active, et l'INSEE s'attend à ce que la situation se détériore encore dans les mois à venir pour atteindre au moins 13 % de la population d'ici la mi-1997... Or le chômage est une bonne nouvelle pour la Bourse, puisqu'il signifie une meilleure rentabilisation du capital. C'est pourquoi l'annonce de son augmentation provoque la hausse des actions.

En France comme dans tous les pays industrialisés, l'accumulation des richesses aux mains de quelques oisifs n'est que le résultat de l'appauvrissement de la grande majorité de la population laborieuse. Ce constat illustre, s'il en était besoin, le caractère de plus en plus nuisible et parasitaire du capitalisme.

R. M.

Fusions et rachats d'entreprises

LA CRISE ACCÉLÈRE LES GRANDES MANŒUVRES DU CAPITAL

Avec une augmentation de 25 % du nombre d'opérations, 1996 aura été une année record pour les fusions d'entreprises. Librement consentis ou forcés, ces rachats ont porté sur plus de 1000 milliards de dollars (environ 5200 milliards de francs) au niveau mondial.

De la chimie à l'assurance, en passant par la téléphonie, les banques, la grande distribution et l'aéronautique, la plupart des secteurs de l'économie et des pays industrialisés sont concernés par ces acquisitions.

La France ne fait pas exception. Cette année, pas moins de cinq opérations ont dépassé 15 milliards de francs avec notamment la fusion des groupes UAP et Axa, le rachat de Roussel-Uclaf par le groupe Hoechst ou encore des Docks de France par Auchan.

Cette activité en pleine croissance constitue une aubaine pour les banques d'affaires qui participent au montage et au financement de ces opérations. Le total de leurs commissions dans le monde se serait élevé à 11,5 milliards de dollars, soit près de 60 milliards de francs. Boursicoteurs et actionnaires y trouvent également leur compte. Rien qu'à la Bourse de Paris, les OPA et OPE – offres publiques d'achat ou d'échange – lancées sur des entreprises

cotées ont représenté un juteux marché de 120 milliards de francs en 1996 contre à peine plus de 30 milliards en 1995.

À défaut de compter sur un marché en expansion, du fait de la stagnation de l'économie mondiale, les groupes industriels et financiers consacrent des milliards de capitaux pour s'absorber les uns les autres, et procéder du même coup à une redistribution des parts du marché existant.

À l'échelle mondiale, l'économie ne gagne pas grand-chose dans ces grandes manœuvres, puisqu'elles ne conduisent à la création d'aucune entreprise, ni d'aucun emploi. Dans leur course folle au profit, les capitalistes se contentent de rentabiliser les moyens existants, en les concentrant en un nombre de plus en plus restreint de groupes. Certes, les profits explosent et les actionnaires s'enrichissent au passage, mais les salariés, eux, qu'ils soient français, américains, allemands, japonais ou coréens, en sont les victimes. D'un continent à l'autre, c'est par dizaines de millions que l'on recense les chômeurs aujourd'hui, et chaque restructuration – loin d'être un progrès pour l'organisation de la production à l'échelle de la planète – vient en ajouter des milliers d'autres.

R. M.

Russie

LEBED, L'EX-GÉNÉRAL,



Lebed avec son bulletin de vote au 3^e congrès «d'Honneur et Patrie» le 27 décembre.

TOUJOURS PRÊT À SERVIR

Lebed vient de fonder un nouveau parti : le Parti populaire et républicain de Russie.

Depuis qu'il a été évincé des cercles du pouvoir, après y avoir fait un passage éclair entre les deux tours de l'élection présidentielle et la signature d'un accord de paix jamais vraiment ratifié en Tchétchénie, Lebed n'a plus accès aux médias, à commencer par les chaînes de télévision. Et il a plus été fait allusion à cet événement dans la presse occidentale, que dans la presse russe, elle aussi fort dépendante du pouvoir. Lebed doit donc trouver les moyens de faire parler de lui...

Cet ancien général a trempé dans tous les sales coups du régime, de l'Afghanistan jusqu'aux opérations sanglantes de répression à Bakou ou Tbilissi – du temps de l'URSS –, puis en Transnistrie – une petite république russophone ayant fait sécession de la Moldavie après l'effondrement de l'URSS, fin 1991. Cela lui a permis de se présenter comme un homme «d'ordre» et de recruter, notamment dans l'armée, pour une organisation, Vérité et Ordre, qui sert de cadre à son nouveau parti. Mais, en même temps, il a pris soin de se démarquer des dirigeants russes qui avaient décidé l'intervention en Tchétchénie. Cela lui a valu une certaine audience dans une fraction de la population que révoltait cette guerre où les fils d'ouvriers et de kolkhoziens tombaient comme des mouches, tandis qu'elle offrait un terrain de trafics en tout genre à une multitude de proches du régime.

Lebed, qui comme le reste de la classe politique russe ne parie pas un kopeck sur l'avenir politique sinon biologique d'Eltsine, se prépare à une prochaine présidentielle. Et il cherche à capitaliser sur son nom la haine largement répandue dans la population pour un régime qui ne paye pas les salaires et retraites, qui laisse la production s'effondrer (pour la cinquième année consécutive elle vient de chuter d'au moins 6%) et sous la protection duquel prospèrent des affairistes-pilleurs. En même temps, Lebed espère profiter de la déception qu'a causée dans l'électorat populaire le quasi-ralliement au régime des partis qui avaient soutenu Ziouganov, le candidat «communiste» à la dernière présidentielle (il est question que certains de leurs membres entrent au gouvernement).

Lebed propose un parti qu'il décrit comme opposé à la «*démocrato-nomenklatura*» (les clans au pouvoir) et au retour des «communistes» au pouvoir. Un parti qu'il dit de la «*troisième voie*» et destiné à sauver le pays d'une «*secousse politique et sociale*». Une façon, pour Lebed, d'agiter sous le nez de la bureaucratie le spectre d'une explosion sociale qu'elle pourrait provoquer par sa cupidité, en enfonçant le pays dans le chaos et la population dans la misère. Mais surtout, une façon de dire à la bureaucratie que ce général de parachutistes, qui n'a jamais hésité à faire respecter l'ordre des privilégiés du régime, pourrait encore tenter de leur sauver la mise.

DÉBÂCLE DES FINANCES PUBLIQUES ET RODOMONTADES D'ELTSINE

On apprend que, cette année, l'État russe n'a pu financer que 4% des investissements inscrits à son budget pour 1996. Cela donne la mesure de l'état de délabrement, et des finances et de cet État. Quant aux organismes de la finance internationale, tel le FMI, qui ont, ces derniers temps, aidé Eltsine à boucler ses fins de mois, ils se font de plus en plus tirer l'oreille.

C'est d'ailleurs parce que le FMI a récemment bloqué des tranches de crédits promises à Eltsine et qu'il soumet la reprise des versements à un assainissement des finances russes, qu'Eltsine vient de créer la VéTchéKa (une commission extraordinaire chargée du recouvrement de l'impôt). Eltsine avait dit avoir sur son bureau la liste de tous les mauvais payeurs, à commencer par les plus grandes entreprises du pays : on allait voir ce qu'on allait voir...

Cette liste était de notoriété publique. Mais il

n'était pas moins notoire que la VéTchéKa serait impuissante : n'est-elle pas présidée par le Premier ministre, Tchernomyrdine, ancien président de Gazprom (premier exportateur mondial de gaz et principal débiteur du fisc russe)? Personne ne s'attendait sérieusement à ce que Viktor Tchernomyrdine s'en prenne à Tchernomyrdine Viktor, ni à ce que les autres éminences du régime fassent payer des géants industriels ou financiers, qui doivent tous des sommes faramineuses au fisc, mais qui se trouvent sous leur protection. Et ont souvent bénéficié d'exemptions officielles de taxes et impôts.

Alors? Eh bien, Eltsine continue comme avant : il fait semblant de décider, il publie des décrets à la pelle, sur le monopole des alcools ou dans d'autres domaines, tandis que le pays s'enfonce dans la crise.

Pierre LAFFITTE

La crise de l'État est-elle soluble dans la vodka?

Ce n'est pas parce que depuis son opération il devrait se priver d'alcool, qu'Eltsine en voudrait aux rois du marché russe de la vodka. S'il a décidé de rétablir le monopole étatique sur l'alcool, c'est, comme il l'a annoncé, qu'il faut, sinon «*restaurer l'ordre dans le pays*», du moins tenter de toute urgence de faire rentrer un peu de liquide dans les caisses de l'État.

Que cela serve, comme il le prétend, à combler «*le retard dans le versement des salaires, retraites et allocations*» (l'État doit à ce titre plus de 45 milliards de francs), Eltsine aimerait que la population le croie. Et qu'elle oublie que lors de sa campagne présidentielle, il y a six mois, il avait déjà fait la même promesse.

L'art de tourner la loi...

Il ne s'agit pas de renationaliser les entreprises faisant de l'argent avec le commerce des alcools, mais de contrôler leur production et l'acquittement des taxes. Ces taxes représentaient 30% des recettes fiscales en 1988, mais aujourd'hui elles ne rapportent plus que 2% des recettes d'un État incapable de faire rentrer ses impôts.

Il y a quelques mois, les autorités avaient déjà tenté de

restaurer une taxation de ces importations. Les importateurs les plus respectueux des formes avaient simplement apposé sur les bouteilles de belles preuves falsifiées du paiement de la taxe, les autres s'arrangeant avec contrôleurs et douaniers. Comme ils ne sont pas plus payés par l'État que le reste des fonctionnaires, ils ne se sont pas fait prier pour fermer les yeux.

Le maire de Saint-Petersbourg a, lui, bien tenté de faire appliquer cette loi. Mal lui en a pris : les gros bras des trafiquants surveillant les débits de boissons ont failli plusieurs fois écharper ce maire qui, nouvellement élu, n'avait même pas un visage suffisamment connu... pour que les choses s'arrangent. Et il a dû abandonner le terrain, d'autant que la police pétersbourgeoise ne lui aurait pas été d'un grand secours : sa haute hiérarchie vient d'être limogée pour corruption, accusée d'avoir partie liée notamment avec les trafiquants d'alcools.

...ou d'en être exempté

Les plus gros importateurs sont en toute légalité dispensés de taxes sur les alcools ou les cigarettes sous le prétexte officiel qu'ils agissent au nom d'or-

ganismes à but humanitaire. Ce ne sont pas des trafiquants à la petite semaine mais des fondés de pouvoir de tel ou tel clan de la haute bureaucratie, ou des alliés de celle-ci. Ainsi l'Église orthodoxe importe du vin de Cahors pour dire la messe, mais des alcools de basse qualité pour le grand public. Il y a aussi le Fonds russe pour le sport, second importateur hors-taxes de Russie, dont le président est un familier d'Eltsine : il a été nommé à ce poste alors que son prédécesseur venait d'être limogé pour une affaire d'extorsion de fonds et d'assassinat, le premier président dudit fonds «humanitaro-sportif» ayant, lui, été assassiné par des concurrents. Il y a aussi eu le massacre récent, dans un cimetière moscovite, de la plupart des dirigeants de l'Association des anciens d'Afghanistan qui détient également une belle part de ce gâteau liquide.

Autant dire que ce n'est pas volontiers que ces gens-là vont passer la main... et la monnaie à ceux, en haut lieu, qui profitent de leurs trafics et les protègent. Même si le gouvernement russe voulait les y contraindre, il n'en aurait probablement pas les moyens.

P.L.

Corée du Sud

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE LES MESURES ANTI-OUVRIÈRES

Plusieurs centaines de milliers de travailleurs se sont mis en grève en Corée du Sud, après l'adoption par le Parlement d'une loi remettant en cause quelques avantages dont bénéficiaient les travailleurs, ceux des grandes entreprises en particulier.

La nouvelle loi permet à celles-ci d'augmenter le temps de travail en fonction de leurs besoins (jusqu'à 56 heures hebdomadaires), de faire appel plus facilement – en cas de grève notamment – à une main-d'œuvre intérimaire et à temps partiel, et surtout de licencier plus facilement et à moindre coût, mettant fin à un système qui offrait une certaine garantie de l'emploi dans les grandes entreprises, garantie d'autant plus importante qu'il n'existe pratiquement pas de protection sociale dans le pays (pas de système de retraite ni de sécurité sociale généralisée).

Le gouvernement a choisi de faire voter les mesures antiouvrières au cours d'une séance organisée un matin à l'aube en présence des seuls députés du parti au pouvoir, sans prévenir les députés de l'opposition, sous prétexte que ceux-ci faisaient obstruction depuis une semaine au vote de cette loi !

L'appel à la grève des deux grands syndicats du pays (dont l'un attend toujours sa légalisation, pourtant promise depuis un certain



Les ouvriers tentent de briser le cordon policier à Séoul le 28 décembre.

temps par le gouvernement) a été largement suivi, et la grève, qui avait démarré dans les principaux sites de l'industrie automobile et des chantiers navals, avait gagné lundi 30 décembre les hôpitaux et le métro de Séoul et de Pusan, les deux principales villes du pays. Pour le moment, le mouvement pour faire annuler cette loi se poursuit et prend de l'ampleur.

En prenant prétexte des critères qui lui seraient imposés par son adhésion à l'OCDE, l'organisation économique qui regroupe les grandes puissances industrialisées (elle demanderait à la Corée « d'adapter ses lois sociales aux normes occidentales ») et de la nécessité « d'accroître la compétitivité » des entreprises coréennes sur le marché mondial, le gouvernement de Séoul tente d'imposer la nouvelle loi. Bien évidemment, ce

ne sont pas les normes occidentales en matière de protection sociale ou de salaires, plus élevées dans les pays occidentaux qu'en Corée, que le gouvernement veut imposer !

Aux travailleurs français, on tient le même genre de discours et on explique que leurs salaires devraient s'aligner sur ceux des ouvriers coréens. A ceux-là, on dit que la remise en cause de quelques avantages qu'ils peuvent avoir est imposée par la concurrence du monde occidental.

La vérité dans tout cela, c'est que les patrons tentent de pressurer au maximum les travailleurs, et c'est qu'en Corée, comme en France d'ailleurs, la classe ouvrière existe bel et bien, que les travailleurs sont nombreux, qu'ils font tourner la machine économique, et qu'ils ont les moyens de se faire entendre. Contrairement à ce que les capita-

listes qui les exploitent et les gouvernements à leur service voudraient bien faire croire, il n'y a pas de concurrence entre les travailleurs de pays différents : il n'y en a qu'entre tous les travailleurs d'un côté, et les patrons de l'autre.

Les syndicats coréens viennent de suspendre leur ordre de grève pour les fêtes de fin d'année. Nous ne savons évidemment pas quelle est la détermination des syndicats et celle des travailleurs coréens qui ont – soulignons-le – à affronter un patronat et un gouvernement autrement plus durs que ceux que nous connaissons ici. Mais ce sont nos intérêts communs que servent, en même temps que les leurs, les travailleurs coréens qui ne laissent pas, sans réagir, se commettre contre les mauvais coups de leur gouvernement et leurs capitalistes !

Sylvie FRIEDMAN

Irak

HISTOIRE

Le gouvernement français vient de décider de quitter le dispositif de surveillance militaire aérienne qui couvrait le nord de l'Irak.

Concrètement, cinq avions militaires français participaient à partir d'une base turque, en compagnie des Britanniques et des Américains, à cette mission que les États-Unis avaient intitulée « Provide Comfort » (« Donner du confort ») lors de sa mise en place en 1991. Elle était censée protéger les populations kurdes du nord de l'Irak. Les avions français vont donc cesser leurs vols à partir du 1er janvier 1997. En revanche, la France continue de participer, aux côtés des Américains, des Britanniques et des Saoudiens, au dispositif « Southern Watch », la « surveillance du sud » de l'Irak, censée elle assurer la protection du Koweït et de l'Arabie saoudite d'une nouvelle incursion des troupes de Saddam Hussein.

Le ministère des Affaires étrangères a déclaré, la main sur le cœur, que s'il quittait le dispositif « Provide Comfort », c'est que dans sa nouvelle version, il n'y avait plus de volet humanitaire, c'est-à-dire d'aide à la population kurde.

Serbie

L'ancien Premier ministre espagnol, Felipe Gonzalez, a rendu publiques les conclusions de son enquête menée pour le compte de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et concernant les résultats des dernières élections municipales qui ont eu lieu en Serbie le 17 novembre. Il reconnaît ce qui est apparu depuis des semaines comme une évidence, à savoir que dans la plupart des grandes villes du pays, les élections ont bien été remportées par l'opposition qui, depuis, manifeste chaque jour dans les rues de la capitale.

L'IMPÉRIALISME PRÉOCCUPÉ DE STABILITÉ

Les États-Unis, la France, l'Allemagne ont aussitôt adressé à Milosevic une « invitation pressante » à suivre les recommandations de Gonzalez sur le « respect des droits fondamentaux et de la volonté populaire dans une démocratie ». Comme si la recherche de la « volonté populaire » ou de « la démocratie » guidait les choix et les actes des gouvernants occidentaux. Si cela était, ces conseillers en démocratie auraient fort à faire et bien des régimes dictatoriaux qu'ils soutiennent de par le monde (quand ils ne les mettent pas eux-mêmes en place) auraient lieu de craindre les conséquences de cette politique mollement préconisée en Serbie.

Évidemment, il n'en est rien. Si les dirigeants occidentaux avaient à cœur de faire respecter les droits démocratiques, ils ne feraient pas les yeux sur ce qui se passe, par exemple, dans la Bosnie voisine, où les milices croates continuent d'expulser des familles musulmanes des zones qu'elles contrôlent. Sous le titre « A Mostar, l'épuration ethnique continue », le journal Libération des 28-29 décembre rapporte que vingt-deux familles musulmanes ont été expul-

sées de Mostar-Ouest ces six dernières semaines. Or dans cette ville stationne une police internationale qui laisse faire toutes ces exactions.

En fait, le souci des Occidentaux est tout autre, et fort éloigné d'un prétendu respect de la démocratie. Leurs préoccupations, dans cette région, seraient plutôt de faire en sorte que se maintienne une certaine stabilité politique qui n'ait rien à devoir aux pressions de la rue. Et lorsque ces pressions de la rue existent, comme c'est le cas actuellement en Serbie, il leur faut trouver des intermédiaires fiables. Les leaders de l'opposition « Ensemble » ont de toute évidence le profil qui convient. Tout aussi nationalistes que Milosevic, aussi peu « démocrates » que lui, prêts à s'entendre avec le pouvoir en place pour peu qu'il recon-



Des étudiants piétinent le symbole du SPS (Parti Socialiste Serbe) de Milosevic.

naissent leur victoire aux municipales, ils pourraient constituer une alternative à un pouvoir lézardé.

Mais le seul fait que ces dirigeants, malgré leur passé et leurs déclarations présentes, tiennent actuellement leur autorité des manifestations, incite les Occidentaux à la prudence. Et s'il a fallu plusieurs semaines à Gonzalez pour parler et apporter finalement son soutien à un Draskovic, c'est peut-être parce qu'il attendait que certains piliers de l'appareil d'État prennent leurs distances de Milosevic. Comme cela semble avoir été le cas lorsque der-

nièrement des membres de la hiérarchie militaire et de l'Eglise orthodoxe se sont résolus à formuler des critiques à l'égard de la politique de l'actuel président serbe.

On est loin d'une quelconque recherche de démocratie dont se flatte Gonzalez. Espérons seulement que les dizaines de milliers de manifestants qui sillonnent chaque jour les rues de Belgrade sauront discerner leurs faux amis aussi bien qu'ils identifient leur adversaire, le pouvoir en place.

Georges LATTIER

La France quitte le « dispositif de surveillance »

DIRES DE GROS SOUS

Mais derrière cette hypocrisie, se cachent des intérêts moins avouables.

Il y a une quinzaine de jours que la résolution 986 des Nations Unies, prise le 14 avril 1995, qui autorise l'État irakien à vendre « du pétrole contre de la nourriture » à raison de deux milliards de pétrole brut par semestre, est entrée en action. Par ce petit geste de retrait de cinq avions, le gouvernement français espère surtout obtenir un bonus pour les compagnies pétrolières françaises et les mettre en meilleure posture de négociation vis-à-vis du gouvernement irakien.

Pour l'instant, le porte-parole du Département américain a choisi de minimiser la décision française en affirmant qu'elle serait sans conséquence sur le dispositif prévu : « La France a été un participant apprécié de l'opération « Provide Comfort », a-t-il déclaré, tout en précisant qu'il lui était « difficile d'imaginer que la France ait pris cette décision dans le contexte plus large des relations avec les Etats-Unis ».

Car à hypocrite, hypocrite et demi. Si, de leur côté, les Etats-Unis, via l'ONU, ont finalement accepté de desserrer l'étouffement de l'embargo pétrolier qui frappait l'Irak depuis août 1990, ce n'est pas plus que la France dans un souci humanitaire. Lorsqu'elles décident un embargo, les grandes

Gamma



puissances se moquent bien du sort des peuples qui en paient le prix fort, par manque de nourriture ou de médicaments, tandis que les dirigeants que ces embargos sont censés affaiblir, eux, en sortent indemnes.

Si les Etats-Unis ont décidé de lever partiellement l'embargo, et de le lever maintenant, c'est justement parce qu'actuellement « les grandes zones consommatrices que sont l'Europe et les Etats-Unis, ont le plus besoin de produits pétroliers, en particulier de fioul pour le chauffage. Alors que les stocks de brut et de produits pétroliers sont actuellement à des niveaux très bas dans les pays consommateurs, les raffineurs augmentent leurs achats pour faire face à la demande hivernale. » C'est ce qu'indique le quotidien *Les Echos*, qui ajoute même : « Plus fondamentale-

ment, le monde est de plus en plus friand de pétrole ».

D'où la nécessité de desserrer un peu le robinet du pétrole irakien. Mais pas trop tout de même.

Cette situation de pénurie relative (à part l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis et le Koweït, les pays pétroliers membres du cartel de l'OPEP sont presque à la limite de leurs capacités de production) présente un avantage autant économique que politique : le prix du baril de brut se maintenant actuellement à 24 dollars, c'est-à-dire à une valeur plus élevée de 40% par rapport à l'an dernier, lorsque la quantité de pétrole autorisée à être vendue par l'Irak a été décidée, ce qui permet de rogner un peu le bénéfice politique que Saddam Hussein pouvait espérer en tirer.

Jacques FONTENOY

Argentine Les militants troskystes acquittés

PANARIO, CHRISTIANSEN ET ESTRADA LIBRES !

Horacio Panario et Alcides Christiansen, deux militants du groupe trotskyste MAS (Mouvement vers le Socialisme), qui étaient emprisonnés respectivement depuis treize et huit mois, ainsi que leur co-accusé Basilio Estrada, emprisonné depuis cinq mois, viennent d'être jugés et acquittés.

Le 2 octobre 1995, ils étaient à la tête d'une manifestation de chômeurs durement réprimée par la police, ce qui avait entraîné des affrontements près du palais du gouverneur de la province de Neuquen. A la suite de cela, ils avaient été inculpés de sédition et risquaient jusqu'à dix années de prison.

• Certainement dans un souci « d'apaisement » à un moment où

le gouvernement Menem n'est pas en meilleure posture politique, le gouverneur de Neuquen a finalement déclaré qu'il ne s'était pas senti menacé dans son intégrité physique, ce qui contredisait le contenu de l'acte d'accusation. Le procureur lui a emboîté le pas assez vite en estimant que les faits en cause ne relevaient pas de la sédition mais « d'un problème de chômage et de misère » et a retiré l'accusation.

Mais quatre autres militants restent inculpés pour les mêmes faits. Ils étaient « en fuite » jusqu'à présent, mais ils envisagent désormais de se présenter à la justice pour bénéficier du même jugement.

Des menaces pèsent toujours

contre Oscar Martinez, responsable du MAS et dirigeant syndical dans la métallurgie en Terre de Feu. Lui était l'organisateur d'une manifestation, il y a dix-huit mois, elle aussi durement réprimée par la police, puisqu'un manifestant ouvrier, Victor Choque, y avait trouvé la mort.

Dans cette affaire, jusqu'à présent, la justice argentine a relaxé le policier qui avait tiré sur l'ouvrier. En revanche elle continue de poursuivre Martinez comme si elle le tenait pour responsable de la mort de l'ouvrier. Un comble !

La protestation doit donc continuer pour qu'aucun militant ouvrier ne soit poursuivi ni incarcéré.

J.F.

Palestine

QUEL ACCORD À PROPOS D'HÉBRON ?

Un accord concernant le retrait de l'armée israélienne de la ville d'Hébron va-t-il enfin être signé ? Si c'est le cas, celui-ci interviendra avec plus de neuf mois de retard, puisque sa conclusion avait été initialement prévue pour mars 1996.

Tous les points de litiges de l'éventuel accord ne sont pas encore réglés. Mais s'il semble que le gouvernement israélien soit prêt à accepter de retirer son armée de la ville palestinienne, il maintient sur d'autres points ses exigences, notamment sur la garde des tombeaux des patriarches – lieux saints à la fois pour les juifs et les musulmans –, sur un droit de poursuite dans les quartiers arabes de la ville, ou encore sur la délimitation de la zone tampon qui doit séparer les quatre cents colons juifs des cent vingt mille habitants palestiniens. En fait, si le Premier ministre Nétanyahou obtient ce qu'il désire, l'accord n'aboutira concrètement qu'à un déplacement de son armée de quelques centaines de mètres seulement.

En Israël même, le monde des rabbins et autres colons religieux est en émoi et accuse Nétanyahou de trahir la promesse qu'il avait faite de ne pas céder de territoires aux Arabes. Seule l'opposition travailliste s'est engagée à ne pas profiter de l'occasion pour mettre le gouvernement en minorité. Il est vrai qu'elle n'a pas, à l'égard d'Hébron, une politique différente de celle mise en œuvre aujourd'hui par la droite.

La colonisation d'Hébron par Israël commença au lendemain de la guerre de 1967, lorsqu'il annexa la

Cisjordanie. Entre 1967 et 1970, le gouvernement israélien, alors travailliste, favorisa l'installation dans la ville des religieux du « Bloc de la foi ». Un quartier du centre fut d'ailleurs réservé aux quelques colons et l'armée resta pour les protéger.

En février 1994, moins de six mois après la signature de l'accord dit « Gaza et Jéricho d'abord », entre le gouvernement israélien (toujours travailliste) et l'OLP, un colon d'extrême-droite mitrailla des Palestiniens qui priaient. Ce geste d'un fanatique fit trente morts. L'émotion suscitée dans la communauté palestinienne et en Israël même eût pu fournir le prétexte au gouvernement d'évacuer les colons qui, de toute évidence, allaient être un obstacle à l'autonomie envisagée pour la ville d'Hébron. Mais, soucieux de complaire à son extrême-droite, il n'en fit rien.

Piétinant les accords qu'ils conclurent eux-mêmes quelque temps plus tard, les travaillistes ont ensuite maintenu la ville sous la tutelle d'Israël. Puis, le pouvoir étant passé à la droite, Nétanyahou marchande aujourd'hui, sur la base de la situation léguée par ses prédécesseurs, certains termes de l'accord mais cède le minimum.

Georges LATTIER



Prestations, cotisations, CSG, etc.

Les jeux de chiffres du gouvernement PLUS ÉGALE MOINS

Avec la nouvelle année 1997 arrivent les remises à jour d'un certain nombre de prestations mais aussi de prélèvements opérés sur les ressources des milieux populaires.

Côté revalorisations, le gouvernement a osé faire remarquer que les allocations familiales étaient revalorisées de 1,42 %, soit plus que l'inflation officielle qui se chiffre à... 1,1 %. Outre la différence qui est infime, il omet de rappeler qu'en 1996 les prestations versées par les Allocations familiales avaient été bloquées.

Le minimum vieillesse et le RMI vont être revalorisés de 1,2 %. Ce qui va royalement porter le RMI à 2403 francs par mois pour une personne seule. C'est avec cela que près d'un million de personnes devront survivre aujourd'hui.

Les allocations chômage et les retraites vont elles aussi augmenter de... 1,2 %. Prouesse dont se vante le gouvernement, car la loi ne prévoyait que... 1,1 % de hausse. Mais il a, paraît-il, voulu tenir compte de la « participation des retraités à l'effort de redressement de l'assurance maladie et de la faiblesse de l'inflation ».

Les déclarations du gouvernement ne peuvent cacher que les chômeurs et retraités subissent une attaque de plein fouet sur leurs ressources. Au 1^{er} janvier 1997, entre en effet en application une modification des cotisations maladie des assurés sociaux et de la CSG. La cotisation maladie des seuls salariés en activité diminuera de 1,3 point passant de 6,8 % à 5,5 % du salaire brut. Dans le même temps la CSG, elle, augmentera de 1 point, ce qui permettrait aux salariés en activité de récupérer les 0,5 % du RDS institué au début 1996. Mais pour les retraités

et les chômeurs il n'y a que des soustractions à faire.

Car non seulement ils payent aussi les 0,5 % de RDS, non seulement l'augmentation de 1 point de la CSG va leur être appliquée, mais leurs cotisations maladie déjà augmentées de 1,2 point au 1^{er} janvier 1996 le seront à nouveau de 0,2 point en janvier 1997. En un an 2,9 points supplémentaires ont ainsi été prélevés sur les retraites et les allocations chômage. C'est dire que les 1,2 % de revalorisation que le gouvernement vient d'accorder sont bien loin de faire le compte.

D'autant que ce n'est même pas tout, car dorénavant les plafonnements de CSG dont bénéficiaient certaines catégories de chômeurs et retraités devaient être remis en question, ce qui pourrait se traduire par des ponctions supplémentaires sur leurs faibles ressources.

Alors, oui, les salamalescs du gouvernement à propos d'un malheureux 0,1 % de bonus qu'il accorde d'un côté alors qu'il ponctionne fortement de l'autre les ressources de ces centaines de milliers de travailleurs sont véritablement indécents.

Mais cela traduit les calculs de ces gouvernants qui s'en prennent d'abord à ceux dont ils craignent le moins les réactions immédiates. Le gouvernement se sent obligé, ne serait-ce qu'en souvenir des mouvements de la fin 1995, de prendre encore quelques précautions avec ceux de la classe ouvrière actuellement au travail. En tous les cas, le jour venu, que ce soit à ce gouvernement ou à un futur gouvernement socialiste (Rocard est l'inventeur de la CSG), les travailleurs sauront demander des comptes pour tous les mauvais coup encaissés, aujourd'hui comme hier.

Paul SOREL

Dans les entreprises



Le 20 décembre le tribunal de commerce de Nanterre a décidé, dans le cadre de la liquidation du groupe Chausson organisée par Renault et Peugeot, d'attribuer le site des anciennes usines Chausson de Creil au District Urbain de l'Agglomération Creilloise qui devrait rétrocéder la gestion du site à un groupe privé, le groupe Mallart. Celui-ci aurait la charge de faire venir des activités sur les trente hectares de l'usine.

En réalité c'est le représentant du gouvernement, haut fonctionnaire au ministère de l'Industrie et ancien chef de cabinet de Chérèque qui fut ministre socialiste à l'Aménagement du territoire de 1988 à 1991, qui a fait pression pendant des mois sur les élus locaux pour mettre sur pied cette « solution ».

Ledit groupe Mallart est bien connu des milieux financiers. Il a laissé une ardoise de trois milliards de francs dans le cadre des pertes du Crédit Lyonnais. Mais, lui, a eu plus de chance que Tapie, car le CDR, l'organisme chargé de gérer les « actifs », douteux du Crédit Lyonnais, vient de passer l'éponge sur ces « petites » dettes impayées. Ce financier en eaux troubles a aussi été utilisé par Renault pour se séparer de certaines filiales ainsi que par les patrons de la sidérurgie pour « réindustrialiser » les anciennes usines près de Valenciennes avec des sociétés spécialisées dans... le déménagement et la délocalisation d'entreprise.

Certes en dehors de deux autres repreneurs tout aussi peu fiables, personne ne se bousculait pour postuler à la reprise des terrains de l'usi-

ne de Creil. Du coup le représentant du gouvernement a exercé un chantage sur les élus locaux : le groupe Mallart promet de créer 500 emplois d'ici à l'an 2000, en dehors de ça, rien ! Car non seulement l'opérateur chargé de faire éventuellement venir des activités n'est guère reluisant, mais en plus il ne prend que peu de risques. Le propriétaire des terrains sera le district. C'est lui avec le conseil général, le conseil régional et l'État qui assumeront les 30 millions de travaux d'aménagement nécessaires sur le site de l'usine pour permettre la venue de différentes entreprises. Le groupe Mallart s'est bien engagé à investir directement sur le site mais pour ses dix premiers millions d'investissements il bénéficie... d'un prêt accordé sur l'enveloppe de 50 millions octroyés par le gouvernement à la suite du conflit Chausson pour réindustrialiser le bassin creillois.

Et inutile d'expliquer à un tel financier comment on peut se dispenser de payer ses dettes... il est expert en la matière.

Les syndicats de Chausson ont demandé, et obtenu des représentants du district après un début de polémique publique, que les éventuels 150 premiers emplois qui seraient créés en 1997 et 1998 sur le site de l'ancienne usine Chausson soient attribués aux anciens licenciés des plans de 1993 et 1994 toujours en chômage et qui pour beaucoup doivent survivre aujourd'hui avec à peine plus de deux mille francs d'allocation de solidarité.

Correspondant LO

Les postiers savent faire le tri

À Roubaix, le Front National voulait faire une campagne promotionnelle pour son journal *National Hebdo*.

Le but était de distribuer dans toutes les boîtes aux lettres de Roubaix un exemplaire gratuit accompagné d'une publicité et d'un formulaire d'abonnement. Un contrat de routage en bonne et due forme avait été signé avec la direction de La Poste, pas très regardante, dès lors qu'il s'agissait d'un « accord commercial ».

Mais à la poste de Roubaix, les travailleurs qui triaient pour préparer les tournées ont découvert avec surprise – désagréable – ce qu'on leur demandait d'ache-miner, et ils ont fait ce qu'il fallait : ils ont refusé.

Le Front National a porté plainte pour non respect d'un contrat signé. Du coup, La Poste a ressorti une clause du contrat qui prévoit la non-diffusion des écrits qui « pourraient troubler l'ordre public », afin de justifier la rupture du contrat.

Elle aurait pu y penser avant ? Mais elle qui utilise le slogan « Bougez avec la Poste », elle n'avait pas prévu que les postiers bougeraient, justement, et que par fonction, ils savent faire le tri.

Renault-Douai (Nord)

Renault-Douai produit en série la gamme des Mégane et la Scénic, la monospace dernière-née de la gamme qui est commercialisée depuis septembre 1996. L'usine de Douai, seule usine du groupe à produire des Scénic, en sort 720 par jour.

NOUVEAU PROBLÈME, VIEILLES RECETTES

Mais voilà que le succès de la Scénic dépasse toutes les prévisions. Le volume de commandes a été de 4 800 véhicules pour son premier mois de commercialisation, et 4 500 commandes par semaine depuis le deuxième mois, bien au-dessus de la production actuelle qui tourne autour de 3 500 voitures par semaine, et encore, en ayant recours au travail supplémentaire du samedi.

La direction parle d'une «chance pour l'usine». Mais où est cette chance pour les travailleurs? Car si les ventes records amènent des profits à Renault, elles n'apportent pas un sou de plus pour les travailleurs, et surtout aucun répit. L'usine tourne de plus en plus vite avec le même nombre de travailleurs : 6 000 embauchés Renault et 750 intérimaires. Ce qui augmente en flèche, et c'est lié, ce sont les accidents du travail de plus en plus graves.

C'est la conséquence directe de la frénésie de production qui s'est emparée de la direction à travers la maîtrise, une frénésie qui ne va pas jusqu'à les amener à mettre la main à la pâte, mais qui les pousse à faire la chasse aux temps morts, à harceler des travailleurs dont certains courent littéralement le long des chaînes pour rattraper les «coulages» de pro-

duction. Prendre une pause est devenu un exploit et une exception.

Or la direction voudrait encore augmenter la production : elle veut 1 000 Scénic de plus par semaine sans embauche massive (on évoque une hypothétique petite centaine d'embauches), et sans investissements supplémentaires.

La direction fait mine de s'interroger : comment faire? Mais elle se refuse à apporter la solution logique qui s'impose : pour sortir 30% de voitures en plus, il faut embaucher au moins 30% de personnel en plus sur les chaînes. De cela pas question, bien sûr. Selon elle, il faut modifier le processus de production, en en restant le plus possible aux mêmes moyens humains et matériels pour produire beaucoup plus! Et elle ressort hypocritement l'attirail de la «concertation», demandant aux syndicats de faire des propositions.

Il se trouve des syndicalistes pour discuter doctement, sur le terrain choisi par la direction, de ce qu'il faudrait faire. Pourtant les négociations sur les «propositions» actuelles sont lourdes de menaces : trois équipes de 6 heures par jour au lieu de deux équipes de 8 heures, avec une production quasi semblable en 6 heures qu'en 8 heures. Ou encore des équipes de 10 heures avec

récupération plus tard des heures en surplus. Plus tard, cela veut dire bien sûr quand cela arrangera la direction...

Certains syndicalistes reprennent même l'argument de la direction : «Si nous ne saisissons pas cette chance, la production de la Scénic sera étendue à d'autres usines».

C'est de cette façon que toutes les aggravations de nos conditions de travail ont été «négociées» depuis des années. La CGT, le seul syndicat de l'usine qui ne fasse pas de telles propositions, se borne à réclamer une prime de 2 000 francs pour le «savoir-faire» de la Scénic.

Qu'est-ce qui sortira de ces prétendues négociations? Nous ne le savons pas encore, même si chacun se doute bien que cela se concrétisera par une exploitation accrue et des fatigues supplémentaires.

Renault a beau multiplier les pressions, les chantages et tenter de mouiller les syndicats dans ses calculs, au bout du compte ce sont bien les travailleurs qui décideront, au retour des fêtes, s'ils acceptent ou non. Nombre de travailleurs disent que le moment serait bien choisi pour imposer que le travail supplémentaire se fasse avec des embauches supplémentaires.

Correspondant LO

Forges de Clabecq (Belgique)

1 500 TRAVAILLEURS REFUSENT LA FERMETURE DE LEUR ENTREPRISE

Après avoir été abandonnées par les actionnaires privés, reprises et aidées par la Région wallonne, les Forges ont déposé leur bilan jeudi 19 décembre. La Commission européenne a refusé que l'on y injecte des capitaux proposés par la Région, ce qui s'est traduit par la mise en faillite de l'entreprise.

C'est ce que souhaitent les experts – dont Jean Gandois qui, outre ses fonctions de président du CNPF en France, est aussi administrateur à Cockerill-Sambre, nommé par la Région – qui se sont penchés à son chevet : surproduction d'acier en Europe, coûts de production trop élevés, déficit chronique, l'entreprise ne serait pas viable. Selon leurs critères, ceux de la rentabilité capitaliste! Et les travailleurs? Ils font partie des 6 000 emplois que les patrons prévoient de supprimer au cours des prochains mois, de Jemappes à Cockerill, de Boël à Clabecq, dans toute l'industrie sidérurgique et métallurgique wallonne.

Les autres industries et la Flandre ne sont pas épargnées : à SIDMAR (la Sollac belge), sur 5 600 emplois, la direction compte en supprimer 1 750 dans les cinq ans.

Mais tout ne se passera peut-être pas comme les patrons le prévoient, ne serait-ce que pour fermer les Forges de Clabecq. Le lendemain de son dépôt de bilan, 1 500 ouvriers de Clabecq, avec les délégations syndicales FGTB (animée par des militants d'extrême-gauche) et CSC, ont décidé en assemblée générale de manifester leur colère et leur opposition aux plans patronaux dans les rues de Tubize, la commune sur laquelle sont situées les Forges.

Comme message aux banquiers pour «qu'ils effacent toutes les dettes», toutes les vitrines des banques ont volé en éclats. Comme des policiers photographiaient les manifestants depuis les fenêtres, le poste de police a été envahi et saccagé. Le maire de Tubize – et président (PSC, Parti Social Chrétien) de la Chambre wallonne – a dû renvoyer la police qui occupait la mairie et recevoir une délégation de travailleurs, sous la pression d'un bulldozer prêt à défoncer la façade.

Les dirigeants syndicaux ont annoncé de nouvelles actions du même type pour les jours et les semaines prochains. Et ils appellent à une marche de tous les travailleurs et des chômeurs pour le 2 février.

Si les milliers de travailleurs menacés de licenciement et l'ensemble des salariés touchés par les mesures d'austérité faisaient que la crainte changeait de camp, le patronat et les politiciens reculeraient devant la détermination des travailleurs.

Les banques et les patrons veulent fermer les Forges mais ils ont fait suffisamment de profits, et en font encore largement, pour payer les salaires des ouvriers licenciés jusqu'à ce qu'ils leur retrouvent un travail acceptable ou bien jusqu'à la retraite.

Que les riches payent, cela dépend de la capacité des ouvriers de Clabecq, et des autres entreprises, à créer un rapport de forces suffisant.

La restructuration hospitalière aux

HOSPICES CIVILS DE LYON



La venue à Lyon début décembre du ministre du Travail, Jacques Barrot, a été l'occasion pour le gouvernement de réaffirmer sa politique de soutien au plan de restructuration des Hospices Civils de Lyon (HCL). Ce plan prévoit la suppression de 547 lits (sur un total de 6700).

Les premiers effets de la restructuration

Les effets de la restructuration commencent à se faire sentir, d'autant que vient s'y ajouter la restriction des budgets globaux des hôpitaux publics. La direction cherche tous les moyens pour réaliser des économies. Sur les postes, bien sûr, mais aussi sur d'autres budgets, sur les dépenses médicales, sur les dépenses pharmaceutiques, et sur le nombre des examens.

Le manque de personnel est quasi général et devient permanent. Les départs en retraite ne sont pas remplacés, pas plus que les congés maternité et les congés maladie. On généralise la mobilité du personnel. Dans l'avenir, la notion même de poste de travail va disparaître au profit de la notion, plus vague, d'emploi, ce qui permettra une plus grande mobilité inter-hospitalière ainsi que la mise en place de temps partiels. Les premiers touchés seront les futurs infirmier (e) s et aides-soignant (e) s.

À l'hôpital Edouard-Herriot

Dans le cadre de ce plan, 300 à 350 lits doivent être supprimés. Pour économiser du personnel, la direction a commencé à réorganiser les équipes. Ainsi le personnel des agents de service hospitalier (ASH) ne sera plus affecté à un service mais regroupé dans un pool. Elle a même été jusqu'à chronométrer, à la minute près, chaque tâche que les ASH doivent accomplir. Ce qui, à juste titre, a profondément choqué le personnel.

Toujours pour gagner des postes, la direction remet en cause les gardes du week-end chez les ouvriers et voudrait les remplacer par des astreintes volontaires, à domicile et... gratuites!

Au mois de décembre, il a manqué jusqu'à 13 personnes en ophtalmologie, ce qui revenait à n'avoir qu'une seule infirmière et qu'une seule ASH dans un servi-

ce d'urgence de 30 malades! Et ce cas devient courant.

L'exemple des cuisines de l'hôpital est également révélateur de la politique de la direction: une nouvelle cuisine, moderne, mais dépourvue d'un personnel en nombre suffisant! Pendant des mois, plusieurs dizaines de CES et de contractuels ont pallié au manque d'effectif. Mais les CES ont été renvoyés (consignes du préfet) et il manque assez régulièrement une dizaine de personnes pour faire tourner le self, d'autant que ces conditions de travail sont dures (certains travaillent à une température de 14°C pour la préparation des repas) et les tendinites, dépressions, baisses de tension, accidents du travail sont nombreux.

À l'hôpital de la Croix-Rousse

À l'hôpital de la Croix-Rousse, qui est un des hôpitaux qui doit s'agrandir et qui voit ses activités augmenter, le nombre d'agents ne suit pas. Le service de gériatrie, pourtant refait à neuf, laisse actuellement 10 lits fermés faute de personnel. Les infirmières sont souvent obligées de rester une heure, voire une heure et demie en plus. Sans compter les repos remis en cause, les roulements modifiés au jour le jour, les demandes voire l'obligation d'aller remplacer dans d'autres services. Ce qui est maintenant général dans tous les hôpitaux.

Et quand le manque d'effectif est trop criant, on ferme lits et service!

Il vaut mieux être riche et en bonne santé...

Les services et les lits temporairement fermés, les effectifs en nombre insuffisant, tout cela a des conséquences sur la qualité de l'accueil des malades.

De plus en plus de malades arrivant en service d'urgence ne trouvent pas de lits disponibles dans les hôpitaux

publics et sont transférés dans le privé.

L'hôpital Edouard-Herriot a décidé de ne plus assurer les examens de radiologie pour les malades extérieurs. Dans presque tous les hôpitaux, on réduit le nombre d'échographies et on demande de plus en plus souvent aux patients de venir avec leurs examens pré-opératoires faits à l'extérieur.

La durée d'hospitalisation est systématiquement étudiée à la baisse. Les lits sont utilisés au maximum et, dans certains cas, les malades qui arrivent doivent attendre qu'un autre malade libère un lit pour s'y installer.

Les malades à qui on «conseille» de quitter l'hôpital plus tôt que prévu ne trouvent pas toujours à l'extérieur les structures adaptées pour continuer les soins, parce que les infirmières libérales sont tenues à des quotas qui les obligent à limiter le nombre d'actes médicaux.

On a même vu des patients ayant quitté prématurément l'hôpital être obligés de revenir pour des complications, et ne pas trouver de lits libres.

Du fait de ce manque de lits, les personnes admises en urgence le week-end se retrouvent parfois hospitalisées dans un service ne correspondant pas obligatoirement à leur problème. Et du coup, le lundi, les malades dont l'admission était programmée ce jour-là dans ces services voient leur hospitalisation repoussée.

Un ras-le-bol général

Si, pour le moment, aucun mouvement d'ensemble du personnel hospitalier ne s'est manifesté, ici et là apparaissent quand même des réactions lorsque les conditions de travail deviennent invivables.

À Lyon-Sud, le service médical d'accueil a fait grève plusieurs jours pour exiger du personnel et a obtenu un poste supplémentaire.

À Edouard-Herriot, plusieurs assemblées générales – d'ouvriers et d'ASH essentiellement – se sont tenues en

décembre et des délégations à la direction ont été organisées. Une grève d'avertissement a été décidée pour le 23 janvier pour l'ensemble du personnel. Certains agents de l'hôpital, bien que minoritaires, espèrent faire de cette journée un temps fort pour essayer de mobiliser les autres hôpitaux de l'agglomération lyonnaise. Car ils savent que le ras-le-bol est général et que les problèmes sont les mêmes partout.

Ces restructurations et diminutions de budgets sont présentées par les directions comme des nécessités du fait qu'il y aurait trop de lits hospitaliers. Récemment, on a appris qu'un hôpital privé de Lyon a but non lucratif était sommé par les instances de tutelle de fermer 90 lits (sur 440). Mais le même jour, on a appris également que la Générale des Eaux, premier groupe européen d'hospitalisation privée, envisageait de regrouper les activités de trois de ses cliniques pour en construire une toute neuve à Lyon.

La politique de l'État, de fermeture de lits et de diminution des capacités d'accueil des hôpitaux publics, apparaît sous son vrai jour: ce sont des mesures qui favorisent les cliniques privées au détriment de l'hôpital public et de la Sécurité sociale, et qui permettent à des capitalistes comme la Générale des Eaux de prendre la place abandonnée par le public; mais ce sont aussi des mesures qui vont rendre les soins de plus en plus difficiles et aléatoires pour la population laborieuse.

Si on ne veut pas qu'une médecine à deux vitesses, déjà apparente, se développe encore davantage, si l'on veut que chacun quels que soient ses moyens, puisse accéder à des soins de qualité, il faudra bien que les agents hospitaliers mais aussi l'ensemble des usagers se mobilisent pour exiger de l'État des budgets hospitaliers à la hauteur des besoins de la population. Et pour cela, il faudra qu'ils se donnent les moyens de contrôler où va l'argent de l'État et comment il est utilisé.

Correspondant LO

JOHN REED

La guerre dans les Balkans

Traduit de l'américain et
préface par François Maspéro
SEUIL

LA GUERRE DANS LES BALKANS

par John REED

UN ÉTÉ À LA GOULETTE

de Ferid
Boughedir

Au printemps de 1915, John Reed, qui était déjà renommé aux États-Unis pour son reportage *Le Mexique insurgé* paru l'année précédente, prit le bateau pour Salonique en compagnie d'un ami dessinateur. Il était envoyé par le *Métropolitain Magazine* pour témoigner de la guerre dans les Balkans. Mais, socialiste, il était révolté par l'ensemble de la guerre en cours en Europe et refusait de choisir entre les camps impérialistes en présence, les renvoyant dos à dos.

De Salonique, John Reed parvint à se rendre en Serbie par la Macédoine, remontant jusqu'à Belgrade d'où l'armée de l'Empire austro-hongrois venait d'être repoussée. Cette partie du livre, particulièrement saisissante, dépeint les ravages causés par le typhus, mais aussi les méthodes atroces employées par l'armée impériale contre les villageois serbes, les charniers, etc., une vieille et tragique histoire.

Dessins publiés dans le livre :

église brûlée et mutilée de Sabatz où trois mille hommes, femmes et enfants ont été entassés quatre jours durant sans eau, ni nourriture.



Cholm : chaque jour des Juifs sont conduits en prison.



Ce qui donne un prix particulier à ce reportage parmi tant d'autres consacrés aux horreurs de la guerre, ce sont les convictions internationalistes de John Reed. Il évoque avec fraternité le mélange des peuples qui caractérisait l'ensemble des régions balkaniques en train

d'échapper à la domination d'un Empire ottoman en pleine désagrégation, et en donne une peinture vivante, sans complaisance pour le jeune nationalisme serbe.

Après une série de détours et de complications, il finit par atteindre... Petrograd et Moscou. Et ce qui frappe cette fois dans le reportage, c'est l'incroyable incurie du commandement tsariste, l'atmosphère de fin de régime, l'irresponsabilité odieuse avec laquelle ces officiers envoient des masses de soldats au massacre, sans moyens, affamés, dans la désorganisation et la corruption les plus noires.

Des Balkans à la Russie, puis de nouveau dans les Balkans à la fin de son périple, donnant au passage des petits tableaux frappants de la Roumanie et de la Bulgarie,

Reed exprime toujours son aversion rageuse pour ce que les despotes locaux appellent « aspirations nationales » — « nom, dit-il, que l'on donne dans les Balkans à la cupidité »... Ce qui rend d'autant plus amère sa rencontre avec un ex-socialiste serbe dont la guerre est devenue toute la vie, et qui lui dit notamment : « Il faudra lutter longtemps pour s'extraire de cette barbarie ».

Un livre intéressant, donc, plein d'anecdotes chaleureuses et de descriptions colorées, que sa préface (par François Maspéro) éclaire utilement quant à l'arrière-plan historique.

Christiane LE GUERN

La Guerre dans les Balkans
par John Reed,
Éditions du Seuil.
329 pages. 130 F

Dans la seconde moitié des années Soixante, à La Goulette, petit port qui sert de plage à Tunis, Arabes, Juifs et Italiens, installés là depuis des siècles, vivent en bonne entente. Ils se disputent aussi parfois parce que la vie n'est pas facile dans ces milieux populaires. Ou parce que l'on a vite fait, entre deux parties de cartes au café, d'accuser le voisin des « bêtises » que les enfants des uns et des autres ont pourtant décidé de commettre ensemble. En l'occurrence, pour trois adolescentes, il s'agit de perdre leur virginité le même jour. Ce sera le 15 août, parce que la fête de la Vierge Marie éloignera leurs parents, les catholiques comme les autres, vers une même procession. Ces adolescentes ont même déjà choisi leurs partenaires sans se préoccuper qu'ils correspondent ou non à leur origine respective.

Qui l'emportera de la vie, quitte à mettre à mal les traditions, ou des préjugés, religieux ou non, contre les femmes, que les mères véhiculent tout en cherchant à protéger leur progéniture de la colère paternelle ?

Ferid Boughedir laisse la question ouverte. Mais il montre ce qui, à cette époque, pouvait aller dans le sens d'une plus grande liberté en passant par-dessus les barrières communautaires ou religieuses et ce qui, au contraire, s'y opposait. Et pas seulement pour les femmes, car l'action se déroule quelques mois avant la guerre des Six jours entre Israël et ses voisins arabes, dont l'une des conséquences, en Tunisie, sera le départ de la majorité de la population non arabe.

Le réalisateur sait faire sentir cette communauté qui va au-delà de l'origine religieuse ou ethnique et qui unissait ces petites gens. Une communauté résultant des difficultés partagées de la vie et soudée par des intérêts communs contre les riches, tel le propriétaire sans scrupule de l'immeuble où habitent les adolescentes et leurs parents.

Un film chaleureux.

P.L.

À ÉVITER

DANS LA RUSSIE DES SOVIETS

par Albert Londres

En 1920, le journaliste Albert Londres parvint à se rendre dans la jeune Russie des Soviets. Son reportage publié dans le journal *L'Excelsior* fit sensation. Il s'agit d'un texte d'une centaine de pages qui vient d'être republié, et qui peut d'autant plus attirer le lecteur que les reportages ultérieurs d'Albert Londres sur le bagne de Cayenne, par exemple, ou contre l'esclavagisme colonialiste, comme *Terre d'ébène*, ont intéressé.

Mais, sauf si l'on veut se faire une idée de l'hystérie anti-communiste qui pouvait sévir alors en France dans les milieux dominants, ce texte ne mérite certainement pas les 30F qu'il

coûte. C'est un recueil de sarcasmes haineux, de préjugés de classe, de racontars de bas étage.

Pas la moindre tentative pour essayer de comprendre un peu de l'intérieur les difficultés des bolcheviks ou les sentiments des masses populaires, mais un pamphlet insupportable à lire, d'autant qu'il est, en même temps, pénétré d'antisémitisme.

Et c'est ce que les préfaciers des éditions Arléa considèrent comme un modèle de « grand reportage » !

C. L. G.

Dans la Russie des Soviets
par Albert Londres,
Édition Arléa, 30F

Superphénix de nouveau arrêté

SUPER GÂCHIS



60 milliards pour faire une - mauvaise - poubelle à déchets nucléaires.

La centrale nucléaire Superphénix, implantée sur le site de Creys-Malville en Isère, a été arrêtée une nouvelle fois le 24 décembre.

La centrale devrait subir un certain nombre de transformations, lui permettant de ne plus être un surgénérateur mais un sous-générateur, tout juste bon à retraiter les déchets nucléaires, les siens et ceux des autres... Il paraît qu'aujourd'hui, tel est l'usage le plus utile qu'on puisse

se faire de ce monstre de béton, contre la construction duquel - il faut le rappeler - il y eut, en 1977, des manifestations, des affrontements avec les forces de l'ordre ayant entraîné la mort d'un militant écologiste.

Présenté comme une performance technologique, Superphénix devait épater tout le monde et représenter pour la France « une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie saoudite » comme disait, modes-

tement, Giscard.

En fait, cette centrale, qui fut couplée au réseau électrique EDF en janvier 1986, n'a fonctionné en tout et pour tout que dix mois ! Il faut dire qu'à peine commencée, elle était radicalement mise en cause dans son principe de fonctionnement par l'accident d'une centrale nucléaire du même type, celle de Three Mile Island aux États-Unis, siège d'un très grave accident en mars 1979. Après l'explosion d'avril 1986

dans la centrale de Tchernobyl, Superphénix apparaissait comme relevant d'une technique trop dangereuse pour être exploitée... ce qui n'empêchait pas le gouvernement de poursuivre son projet. Et jusqu'à sa récente fermeture, elle restait l'une des seules de ce type encore en fonctionnement dans le monde.

Au cours de son existence, Superphénix a quand même réussi la performance d'enchaîner pannes, incidents techniques, défaillances, dont certaines particulièrement graves comme en avril 1987 et en juillet 1990 qui entraînèrent des arrêts de fonctionnement pendant respectivement cinq mois et quatre ans ! Elle était si peu fiable que, lorsqu'au cours de l'été 1990 le gouvernement Balladur décida son redémarrage, ce fut déjà en lui fixant pour objectif non plus tant de fournir de l'électricité que de permettre la recherche et la mise au point d'incinération de matières nucléaires...

Ce Superphénix devait révolutionner la production d'électricité en France. En fait, il a surtout représenté un énorme pactole pour un certain nombre de banquiers comme Paribas, d'industriels comme le groupe Schneider, Pechiney et d'autres, de géants du BTP. Et les nouvelles études annoncées, les recherches, les travaux représentent en fait autant d'aides que le gouvernement s'apprête à fournir aux groupes capitalistes concernés. Très officiellement, il est estimé qu'en 2000, Superphénix aura coûté environ 60 milliards. Aux contribuables et aux usagers. Parce que ces 60

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura pour thème :

« La protection sociale : des assurances... contre la révolte ouvrière »

Vendredi 31 janvier à 20 h 30

Salle de la Mutualité 24 rue Saint-Victor, Paris 5^e M^o Maubert-Mutualité Participation aux frais : 20 F

milliards n'auront pas été perdus pour tout le monde, et surtout pas par les industriels et les banquiers du « tout électrique, tout nucléaire ».

Lucienne PLAIN

L'interdiction de l'amiante enfin officialisée

LE MAL EST LOIN D'ÊTRE RÉPARÉ !

Le gouvernement vient de faire paraître les décrets qui officialisent l'interdiction, presque totale, de l'utilisation de l'amiante en France à partir du 1^{er} janvier 1997.

Cette décision avait été annoncée au mois de juillet dernier, juste après la publication d'une étude annonçant un minimum de 2 000 morts en France en 1996 suite aux contaminations par l'amiante. On estime par ailleurs que les décès dus à l'amiante atteindront, dans les dix ans qui viennent, le chiffre de 10 000 morts par an.

Cette interdiction ne sera pas totale ; en particulier les fabricants de freins pour les poids lourds pourront continuer à empoisonner leurs ouvriers et tous les mécanos et routiers qui interviendront sur ces garnitures. Cette exception n'est pas marginale, car les mécaniciens-auto sont une des professions touchées par les cancers résultant de l'exposition à l'amiante.

Cette interdiction arrive donc avec quelques dizaines d'années de retard. Pour les nouvelles générations elle devrait limiter le développement des affections liées à l'inhalation de particules d'amiante, mais pour des dizaines de milliers de personnes, pour une grande part dans le monde du travail, le mal est fait. La France est, parmi les pays capitalistes, un de ceux qui ont le plus tardé à prendre des mesures contre l'empoisonnement par l'amiante alors que ses dangers étaient connus par toute la communauté scientifique mondiale. Les gouvernements français successifs, de gauche comme de droite, ont le plus longtemps possible fait passer les intérêts financiers des fabricants ou des industriels utilisateurs de produits à base d'amiante avant la santé et la vie des travailleurs exposés directement ou indirectement.

La France partage ce triste retard avec le Canada qui se trouve être le premier producteur mondial de minerai d'amiante. Les gouvernements français ont défendu les intérêts du groupe international (franco-belge et suisse) Eternit, de Saint-Gobain qui, avec sa filiale Everit, était un des principaux producteurs de fibro-ciment à base d'amiante. Saint-Gobain est aussi un des propriétaires des mines du Brésil, troisième producteur mondial de minerai d'amiante.

Mais ce faisant, les gouvernements successifs ont aussi défendu les profits de multiples patrons qui, en échange de la vie de leurs salariés, ont en toute connaissance de cause continué à utiliser massivement de l'amiante, qui avait l'avantage d'être encore meilleur marché à cause justement de son interdiction dans de nombreux pays. Chez ces patrons sans scrupules, on trouve, parmi bien d'autres, le groupe Alsthom avec les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (les ouvriers des

chantiers navals sont une des professions les plus touchées), ainsi qu'avec l'usine de Saint-Ouen qui construit des transformateurs et l'usine de Belfort qui fabrique le TGV. Dans ces deux dernières usines, les travailleurs exigent à l'heure actuelle l'enlèvement de tout l'amiante restant et des mesures de suivi médical correct pour les travailleurs qui ont été exposés, sous le contrôle des intéressés. La liste des sociétés concernées par l'utilisation d'amiante est fort longue car cela touche tous les secteurs, de l'industrie automobile à la construction.

Le gouvernement s'est bien gardé de mettre en place un programme de santé publique, dont le financement serait à la charge des responsables, c'est-à-dire des empoisonneurs, comme ce serait justice. Un tel programme devrait assurer une surveillance médicale réellement efficace des centaines de milliers de victimes potentielles et permettre aussi de

financer la recherche sur ces cancers qui sont presque toujours mortels. Non seulement le gouvernement ne demande rien aux industriels empoisonneurs, mais il vient d'annoncer qu'il était prêt à aider financièrement les entreprises qui procédaient à l'heure actuelle à des licenciements. C'est ainsi qu'une société comme Eternit, qui a fait sans vergogne des profits avec l'amiante, va recevoir de l'argent public pour licencier et fermer certaines de ses usines de fibro-ciment en France. La même société fait pourtant fabriquer depuis des années en Suisse et en Belgique le même fibro-ciment sans amiante.

Comme on peut le constater, le décret que vient de prendre le gouvernement est loin de régler le problème et de mettre hors d'état de nuire les responsables « de l'air contaminé ».

Paul SOREL